délivré, après l'entrée en vigueur de la présente loi, par un fonctionnaire à l'immigration.

(2) Une compagnie de transport n'est pas tenue d'ac-Nulle resquitter les frais de détention d'une personne qui est détenue lorsque la après avoir été admise au Canada, sauf dans le cas d'une détention suit personne mentionnée au sous-alinéa (x) de l'alinéa e) du au Canada. paragraphe premier de l'article dix-neuf ou à l'article quarante-trois.

42. Toute compagnie de transport qui, en vertu ou sous Devoirs d'une l'autorité de la présente loi, est chargée d'acquitter les transport dans frais de détention, d'expulsion ou de rejet ou de transporter d'une une personne dont l'expulsion ou le rejet est ordonné, ordonnance d'expulsion.

- a) détenir et garder en lieu sûr la personne en cause jusqu'à ce qu'elle puisse être placée sur le véhicule qui doit la transporter;
- b) accepter sur ledit véhicule, tenir sous garde sûre et transporter ladite personne en conformité de l'ordonnance d'expulsion, de rejet ou autre ordonnance, ou des instructions ou règlements rendus, donnés ou établis en l'espèce; et
- c) acquitter ces frais et, sous réserve de toute entente entre une compagnie de transport et son voyageur concernant le prix d'aller et retour, s'abstenir, directement ou indirectement, d'exiger un montant ou de prendre quelque rémunération ou garantie de la personne expulsée en cause, à cet égard.
- 43. Lorsque, selon l'article quarante, une compagnie Transport de transport est obligée d'acquitter les frais d'expulsion de personnes expulsées. d'une personne qui doit être expulsée, on doit lui en donner avis et lui fournir une occasion de la transporter ou de la faire transporter sur un de ses propres véhicules ou autrement mais, lorsque la compagnie, après avoir reçu avis, n'est pas prompte à fournir le transport, le Ministre peut ordonner que cette personne soit expulsée par d'autres moyens de transport aux frais de Sa Majesté et la compagnie de transport chargée de l'obligation doit, à demande, rembourser à Sa Majesté les frais de transport ainsi que tous les frais de détention ou de garde de la personne expulsée, subis en cours de route ou autrement.

- 44. Une compagnie de transport qui amene des personnes au Canada ne doit pas, à l'arrivée de son véhicule au Canada, d'empêcher les voyageurs de quitter le
  - a) à qui que ce soit de quitter le véhicule à un endroit moments ou lieux non autre que celui qui est désigné par un fonctionnaire autorisés. supérieur de l'immigration; ou

véhicule à des